



## **BILATERALE CGT FONCTION PUBLIQUE / STANISLAS GUERINI : UN RENDEZ-VOUS QUI CONFIRME LA NECESSITE DE CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE !**

La CGT Fonction Publique a rencontré ce matin Stanislas Guérini, ministre de la transformation et de la fonction publiques. L'entretien proposé avait pour objectif d'échanger sur « l'agenda social » de la fonction publique.

Dans ses interventions, la CGT a notamment réitéré son opposition à la loi portant contre-réforme des régimes de retraite dont elle demande toujours l'abrogation. La CGT a par ailleurs insisté sur l'urgence de répondre aux revendications portées par les personnels qu'il s'agisse notamment :

- Des prochaines lois de programmation des finances publiques, de finances et de financement de la sécurité sociale qui doivent permettre aux trois versants constitutifs de la fonction publique de disposer des budgets nécessaires à la mise en œuvre des missions de service public. Il s'agit aussi de doter nos systèmes de sécurité et de protection sociales des moyens nécessaires.
- Des créations d'emplois nécessaires.
- D'une revalorisation immédiate et significative des traitements, des salaires, des pensions et des retraites.
- De l'ouverture d'un processus de négociation dans l'objectif d'instaurer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, de reconstruire les grilles de rémunération, d'assurer de véritables déroulements de carrière pour toutes et tous.

La CGT a insisté sur la nécessité de permettre à l'ensemble des personnels, fonctionnaires et agents non-titulaires, de pouvoir bénéficier de telles mesures.

Sur la prime de pouvoir d'achat, la CGT a soulevé l'inacceptable inégalité de traitement pour les personnels du versant territorial. Des milliers d'agents pourront en être privés. S'agissant d'une mesure annoncée par le gouvernement et plus particulièrement Stanislas GUERINI, en sa qualité de ministre de la fonction publique, cette prime doit être octroyée dans les mêmes conditions que dans les deux autres versants.

La CGT a réitéré la nécessité de reconstruire une politique salariale répondant à une logique statutaire fondée notamment sur la fonction publique de carrière, la séparation du grade et de l'emploi, un édifice à trois versants réaffirmant le point d'indice, sa valeur, son unicité au sein des trois versants constitutifs de la fonction publique.

La CGT a signifié son opposition aux rémunérations au mérite dont elle demande l'abandon.

Au terme de la réunion, le ministre a indiqué qu'il allait recevoir toutes les organisations syndicales représentatives des personnels de la fonction publique d'ici le 25 septembre.

Il devrait à la suite de ces entretiens formuler une proposition d'agenda social en identifiant les sujets retenus, les thèmes soumis à la concertation et ceux qui pourraient générer un ou plusieurs processus de négociation.

Le ministre a aussi confirmé son intention de déposer un projet de loi « Fonction publique ». Il n'a pas répondu à la question posée par la CGT sur les objectifs poursuivis à ce titre et à l'exposé des motifs qui pourraient justifier, à ses yeux, ladite Loi. Outre le caractère scandaleux sur la forme d'une annonce faite avant les bilatérales, nous constatons que la Macronie, après la Loi de transformation de la fonction publique d'Olivier DUSSOPT dont la CGT demande toujours l'abrogation, continue son entreprise de destruction de la Fonction publique et de ses principes statutaires.

Force est aussi de constater que le ministre n'a pas répondu sur la sortie de l'austérité budgétaire.

Il n'a pas plus répondu ni aux nécessaires créations d'emplois dans d'innombrables secteurs professionnels constitutifs de la fonction publique, ni à l'abandon des rémunérations au mérite, bien au contraire !

Stanislas GUERINI se déclare le ministre des trois versants de la Fonction publique sur tous les aspects.

Il a pourtant reconnu que la prime dite de pouvoir d'achat bénéficierait à près de 90 % des personnels des versants Etat et Hospitalier contre seulement près de 50 % pour les territoriaux. Inacceptable !

Pour la CGT Fonction Publique, ce rendez-vous confirme la nécessité de construire le rapport de force dans la configuration la plus unitaire possible. C'est dans ce sens que la CGT appelle les personnels, fonctionnaires et agents non titulaires, actifs et retraités, à faire du vendredi 13 octobre, journée syndicale européenne d'action contre l'austérité, un moment fort de manifestation et de grève dans toute la fonction publique.

**Montreuil, le 18 septembre 2023**